



Caisse nationale de  
solidarité pour l'autonomie

**Mesdames et Messieurs les Présidentes et  
Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et Payeurs  
départementaux**

**La Directrice**

Paris, **04 JUIL. 2022**

Dossier suivi par Lucia MESSANVI

**Objet : Contribution au financement de mesures salariales dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile - versement au titre de 2022 de l'acompte mentionné au I. de l'article 2 du décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021, modifié**

**P.J. :** Tableau des montants, par département, de l'acompte mentionné au I de l'article 2 du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié (annexe 1)

Tableau des montants prévisionnels, par département, de dotation après application des nouvelles modalités de calcul prévues au III de l'article 1 du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié (annexe 2)

**Copies :** Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France  
Mesdames et Messieurs les Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP  
Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département  
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

L'article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, précisé par le décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, prévoit l'attribution, par la CNSA d'une dotation à destination des départements qui financent un dispositif de soutien à destination des Services d'Aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), consécutivement :

- à la conclusion d'accords collectifs de branche en matière de revalorisation salariale (seuls les SAAD relevant de la BAD et ceux adhérents à la FEHAP sont concernés en 2022)

- au versement d'une prime de revalorisation d'un montant correspondant à 49 points d'indice majoré à des agents territoriaux exerçant des missions d'aide à domicile auprès des personnes âgées ou de personnes handicapées

Cette dotation ne peut excéder 50% des coûts supportés par les départements dans la limite du montant global de 200 millions d'€ par an prévu par l'article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.

#### **I- Modalités de calcul des montants d'acompte notifiés en annexe 1**

L'acompte relatif aux dépenses à destination des SAAD territoriaux étant à verser avant le 1<sup>er</sup> octobre 2022, les montants d'acompte notifiés en annexe 1 ne concernent que les dépenses à destination des SAAD privés impactés par un accord de branche en matière de revalorisation salariale

Le I. de l'article 2 du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021 modifié prévoit que la CNSA calcule, sur la base de prévisions remises par les départements, un montant de dotation prévisionnelle au titre de l'année en cours et verse aux départements, un acompte représentant 80% de ce montant prévisionnel.

Pour le calcul de l'acompte, et afin de tenir compte du plafond global de 200 millions d'€ pour l'ensemble du dispositif, la somme des dotations prévisionnelles attribuables par la CNSA est plafonnée de la façon suivante :

- 190 millions d'€ au titre des dépenses à destination des SAAD privés non lucratifs
- 10 millions d'€ au titre des dépenses à destination des SAAD territoriaux

Les montants d'acompte notifiés en annexe 1 ont été définis par application d'un taux de 50% sur les montants des dépenses prévisionnelles 2022 transmises à la CNSA par les départements.

Conformément à la communication faite aux départements, à défaut de transmission de l'état prévisionnel des dépenses au 30 avril 2022, il a été considéré que les dépenses prévisionnelles 2022 correspondraient à 4 fois les dépenses effectivement supportées par les départements pour le dernier trimestre 2021 au titre du dispositif.

Un écrêtement a ensuite été appliqué afin que la somme des dotations prévisionnelles n'excède pas le plafond de 190 millions d'€ mentionné ci-dessus.

Il n'est pas versé d'acomptes aux collectivités ne participant pas à ce dispositif de compensation (non engagement en 2021 et non remise d'un état prévisionnel pour 2022 ; non engagement en 2022 communiqué expressément à la CNSA ; non remise d'un état prévisionnel des coûts 2022, ni d'un état récapitulatif des dépenses engagées pour 2021).

#### **II- Communication, à titre d'information, des montants prévisionnels de dotation 2022 (SAAD privés non lucratifs) après application des nouvelles modalités de calcul apportées par le décret modificatif n°2022-740 du 28 avril 2022.**

Le décret n°2022-740 du 28 avril 2022 modifie les modalités de calcul de la dotation CNSA à compter de l'exercice 2022. Ces nouvelles modalités s'appliqueront pour la détermination du solde de dotation au titre de l'exercice 2022, dont les montants seront notifiés avant le 31 mai 2023.

Le III de l'article 1 du décret prévoit qu'à compter de l'exercice 2022, pour ce qui concerne la compensation des dépenses des collectivités/départements consécutives à la conclusion de conventions ou d'accord collectif de branche en matière de revalorisation salaire, l'aide de la CNSA allouée à chaque département est égale au :

Nombre d'heures APA-PCH- Aide-ménagère réalisées dans l'année par les services d'aide à domicile concernés par un accord de branche en matière de revalorisations salariale et ayant bénéficié d'un soutien de la part du département, multiplié par un montant forfaitaire.

Le montant forfaitaire communiqué par le ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées et utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie est de 1,70€ par heure.

Sur cette base, et afin d'apporter de la visibilité aux départements sur le montant des recettes prévisionnelles à percevoir de la part de la CNSA, un montant prévisionnel de dotation, après application de ces nouvelles modalités, est communiqué pour chaque département en annexe 2.

Pour pouvoir établir ces montants, l'activité prévisionnelle 2022 des SAAD relevant de la BAD a été déterminée à partir des données remontées dans l'état détaillé des dépenses engagées 2021 remis par les collectivités à la CNSA au 30 avril 2022. Pour 6 départements, à défaut d'information, le niveau d'activité prévisionnelle a été établi forfaitairement, en multipliant le volume annuel 2019 d'activité APA/PCH/Aide-ménagère du département par le taux de 63%, représentant le poids moyen du secteur BAD sur le total de l'activité d'APA/PCH/Aide-ménagère au niveau national en 2021.

*La présente notification ainsi que ses annexes 1 et 2 sont publiés sur le **site internet de la CNSA** ([www.cnsa.fr](http://www.cnsa.fr)) > « Budget et Financement » > « Financement du soutien à domicile ». Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ».*

La présente notification peut être contestée pendant un mois à compter de sa date de notification. Le recours éventuel est à adresser à la directrice de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La direction de la compensation de la perte d'autonomie est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

Virginie MAGNANT



**Annexe n°1**

**Montants au titre de 2022, par département, de l'acompte mentionné au I de l'article 2  
du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié**

Départements/Collectivités	Montants prévisionnels de dépenses à supporter par la collectivité en 2022	50% des montants prévisionnels de dépenses	50% des montants prévisionnels de dépenses, dans la limite de 190 millions d'€	Montants d'acompte à verser 80% de la colonne précédente
01 - Ain	4 980 781,72 €	2 490 390,86 €	2 084 856,68 €	1 667 885,34 €
02 - Aisne	3 630 970,25 €	1 815 485,13 €	1 519 852,30 €	1 215 881,84 €
03 - Allier	3 583 842,88 €	1 791 921,44 €	1 500 125,72 €	1 200 100,57 €
04 - Alpes de Haute Provence	844 535,76 €	422 267,88 €	353 505,96 €	282 804,77 €
05 - Alpes (Hautes-)	1 102 571,68 €	551 285,84 €	461 514,69 €	369 211,75 €
07 - Ardèche	1 993 998,00 €	996 999,00 €	834 648,11 €	667 718,49 €
08 - Ardennes	2 455 319,76 €	1 227 659,88 €	1 027 748,27 €	822 198,62 €
09 - Ariège	1 644 478,88 €	822 239,44 €	688 346,32 €	550 677,06 €
10 - Aube	2 219 938,48 €	1 109 969,24 €	929 222,32 €	743 377,86 €
11 - Aude	1 172 670,44 €	586 335,22 €	490 856,64 €	392 685,31 €
12 - Aveyron	3 720 732,00 €	1 860 366,00 €	1 557 424,80 €	1 245 939,84 €
13 - Bouches-du-Rhône	16 147 748,00 €	8 073 874,00 €	6 759 127,81 €	5 407 302,25 €
14 - Calvados	8 166 847,52 €	4 083 423,76 €	3 418 480,78 €	2 734 784,62 €
15 - Cantal	3 083 320,00 €	1 541 660,00 €	1 290 616,74 €	1 032 493,40 €
16 - Charente	4 375 366,72 €	2 187 683,36 €	1 831 441,94 €	1 465 153,55 €
17 - Charente-Maritime	4 374 230,00 €	2 187 115,00 €	1 830 966,13 €	1 464 772,90 €
18 - Cher	2 735 696,72 €	1 367 848,36 €	1 145 108,52 €	916 086,81 €
19 - Corrèze	285 063,00 €	142 531,50 €	119 321,73 €	95 457,39 €
20 - Corse	6 112 560,08 €	3 056 280,04 €	2 558 596,70 €	2 046 877,36 €
21 - Côte-d'Or	3 347 584,00 €	1 673 792,00 €	1 401 232,43 €	1 120 985,94 €
22 - Côtes-d'Armor	4 109 581,00 €	2 054 790,50 €	1 720 189,29 €	1 376 151,43 €
23 - Creuse	2 789 244,55 €	1 394 622,28 €	1 167 522,58 €	934 018,06 €
24 - Dordogne	2 185 880,64 €	1 092 940,32 €	914 966,39 €	731 973,11 €
25 - Doubs	3 764 904,09 €	1 882 452,05 €	1 575 914,36 €	1 260 731,49 €
26 - Drôme	6 006 762,06 €	3 003 381,03 €	2 514 311,75 €	2 011 449,40 €
27 - Eure	3 861 000,00 €	1 930 500,00 €	1 616 138,20 €	1 292 910,56 €
28 - Eure-et-Loir	2 460 912,12 €	1 230 456,06 €	1 030 089,12 €	824 071,30 €
29 - Finistère	8 301 659,00 €	4 150 829,50 €	3 474 910,20 €	2 779 928,16 €
30 - Gard	6 717 094,56 €	3 358 547,28 €	2 811 642,88 €	2 249 314,30 €
31 - Haute-Garonne	8 511 242,92 €	4 255 621,46 €	3 562 637,88 €	2 850 110,30 €
32 - Gers	1 618 013,76 €	809 006,88 €	677 268,55 €	541 814,84 €
33 - Gironde	13 273 070,65 €	6 636 535,33 €	5 555 844,75 €	4 444 675,80 €
34 - Hérault	14 865 457,12 €	7 432 728,56 €	6 222 386,22 €	4 977 908,97 €
35 - Ille-et-Vilaine	6 777 622,80 €	3 388 811,40 €	2 836 978,80 €	2 269 583,04 €
36 - Indre	2 865 884,08 €	1 432 942,04 €	1 199 602,37 €	959 681,90 €

37 - Indre-et-Loire	5 862 530,00 €	2 931 265,00 €	2 453 939,06 €	1 963 151,25 €
38 - Isère	8 456 043,76 €	4 228 021,88 €	3 539 532,60 €	2 831 626,08 €
39 - Jura	2 872 250,76 €	1 436 125,38 €	1 202 267,34 €	961 813,87 €
40 - Landes	1 298 909,28 €	649 454,64 €	543 697,72 €	434 958,18 €
41 - Loir-et-Cher	611 091,85 €	305 545,93 €	255 790,96 €	204 632,77 €
42 - Loire	5 413 092,00 €	2 706 546,00 €	2 265 813,21 €	1 812 650,56 €
43 - Loire (Haute-)	2 403 241,60 €	1 201 620,80 €	1 005 949,38 €	804 759,51 €
44 - Loire-Atlantique	6 346 666,00 €	3 173 333,00 €	2 656 588,81 €	2 125 271,05 €
45 - Loiret	4 321 103,33 €	2 160 551,66 €	1 808 728,35 €	1 446 982,68 €
46 - Lot	2 413 200,00 €	1 206 600,00 €	1 010 117,77 €	808 094,22 €
47 - Lot-et-Garonne	4 458 032,00 €	2 229 016,00 €	1 866 043,99 €	1 492 835,19 €
48 - Lozère	928 000,00 €	464 000,00 €	388 442,44 €	310 753,95 €
49 - Maine-et-Loire	4 302 110,40 €	2 151 055,20 €	1 800 778,29 €	1 440 622,63 €
50 - Manche	2 820 000,00 €	1 410 000,00 €	1 180 396,20 €	944 316,96 €
51 - Marne	2 649 167,00 €	1 324 583,50 €	1 108 888,89 €	887 111,11 €
52 - Marne (Haute-)	820 328,00 €	410 164,00 €	343 373,07 €	274 698,46 €
53 - Mayenne	2 133 624,00 €	1 066 812,00 €	893 092,79 €	714 474,23 €
54 - Meurthe-et-Moselle	8 793 783,40 €	4 396 891,70 €	3 680 903,73 €	2 944 722,99 €
55 - Meuse	1 601 169,04 €	800 584,52 €	670 217,68 €	536 174,14 €
56 - Morbihan	6 653 203,00 €	3 326 601,50 €	2 784 899,13 €	2 227 919,31 €
57 - Moselle	4 600 603,21 €	2 300 301,61 €	1 925 721,47 €	1 540 577,18 €
58 - Nièvre	1 899 420,07 €	949 710,04 €	795 059,66 €	636 047,73 €
59 - Nord	34 536 550,16 €	17 268 275,08 €	14 456 316,54 €	11 565 053,23 €
60 - Oise	3 435 289,00 €	1 717 644,50 €	1 437 944,00 €	1 150 355,20 €
61 - Orne	4 052 944,00 €	2 026 472,00 €	1 696 482,17 €	1 357 185,73 €
62 - Pas-de-Calais	26 123 934,80 €	13 061 967,40 €	10 934 962,21 €	8 747 969,77 €
63 - Puy-de-Dôme	2 545 000,00 €	1 272 500,00 €	1 065 286,64 €	852 229,31 €
64 - Pyrénées Atlantiques	4 134 908,76 €	2 067 454,38 €	1 730 790,99 €	1 384 632,79 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	3 915 669,00 €	1 957 834,50 €	1 639 021,57 €	1 311 217,25 €
66 - Pyrénées-Orientales	2 444 440,00 €	1 222 220,00 €	1 023 194,22 €	818 555,37 €
67-68 - Collectivité Européenne d'Alsace	8 863 273,36 €	4 431 636,68 €	3 709 990,86 €	2 967 992,68 €
69 - Rhône	4 139 871,20 €	2 069 935,60 €	1 732 868,17 €	1 386 294,54 €
69M - Métropole de Lyon	6 102 903,44 €	3 051 451,72 €	2 554 554,63 €	2 043 643,70 €
70 - Saône (Haute-)	2 393 494,84 €	1 196 747,42 €	1 001 869,58 €	801 495,67 €
71 - Saône -et-Loire	5 685 083,61 €	2 842 541,81 €	2 379 663,51 €	1 903 730,81 €
72 - Sarthe	4 517 802,08 €	2 258 901,04 €	1 891 062,56 €	1 512 850,05 €
73 - Savoie	1 765 427,68 €	882 713,84 €	738 973,10 €	591 178,48 €

<b>74 - Savoie (Haute-)</b>	5 030 016,00 €	2 515 008,00 €	2 105 465,17 €	<b>1 684 372,14 €</b>
<b>75 - Paris</b>	5 816 852,60 €	2 908 426,30 €	2 434 819,40 €	<b>1 947 855,51 €</b>
<b>76 - Seine-Maritime</b>	12 008 372,00 €	6 004 186,00 €	5 026 466,92 €	<b>4 021 173,53 €</b>
<b>77 - Seine et Marne</b>	5 143 749,72 €	2 571 874,86 €	2 153 071,86 €	<b>1 722 457,49 €</b>
<b>79 - Sèvres (Deux-)</b>	2 446 690,12 €	1 223 345,06 €	1 024 136,07 €	<b>819 308,86 €</b>
<b>80 - Somme</b>	4 538 952,00 €	2 269 476,00 €	1 899 915,50 €	<b>1 519 932,40 €</b>
<b>81 - Tarn</b>	3 566 072,20 €	1 783 036,10 €	1 492 687,26 €	<b>1 194 149,81 €</b>
<b>82 - Tarn-et-Garonne</b>	2 556 786,66 €	1 278 393,33 €	1 070 220,31 €	<b>856 176,24 €</b>
<b>83 - Var</b>	7 992 688,84 €	3 996 344,42 €	3 345 581,40 €	<b>2 676 465,12 €</b>
<b>84 - Vaucluse</b>	2 216 378,29 €	1 108 189,15 €	927 732,10 €	<b>742 185,68 €</b>
<b>85 - Vendée</b>	4 156 640,00 €	2 078 320,00 €	1 739 887,26 €	<b>1 391 909,81 €</b>
<b>86 - Vienne</b>	4 330 226,45 €	2 165 113,23 €	1 812 547,11 €	<b>1 450 037,69 €</b>
<b>87 - Vienne (Haute-)</b>	3 394 050,52 €	1 697 025,26 €	1 420 682,39 €	<b>1 136 545,91 €</b>
<b>88 - Vosges</b>	3 026 305,00 €	1 513 152,50 €	1 266 751,39 €	<b>1 013 401,11 €</b>
<b>89 - Yonne</b>	2 970 469,48 €	1 485 234,74 €	1 243 379,75 €	<b>994 703,80 €</b>
<b>90 - Belfort (Territoire de)</b>	1 404 528,12 €	702 264,06 €	587 907,68 €	<b>470 326,14 €</b>
<b>91 - Essonne</b>	5 487 759,78 €	2 743 879,89 €	2 297 067,66 €	<b>1 837 654,13 €</b>
<b>93 - Seine-Saint-Denis</b>	3 852 346,32 €	1 926 173,16 €	1 612 515,95 €	<b>1 290 012,76 €</b>
<b>94 - Val-de-Marne</b>	2 301 694,00 €	1 150 847,00 €	963 443,57 €	<b>770 754,85 €</b>
<b>95 - Val-d'Oise</b>	1 300 000,00 €	650 000,00 €	544 154,28 €	<b>435 323,42 €</b>
<b>971 - Guadeloupe</b>	2 981 689,96 €	1 490 844,98 €	1 248 076,42 €	<b>998 461,14 €</b>
<b>972 - Martinique</b>	4 825 553,14 €	2 412 776,57 €	2 019 881,06 €	<b>1 615 904,85 €</b>
<b>974 - Réunion</b>	2 090 377,12 €	1 045 188,56 €	874 990,50 €	<b>699 992,40 €</b>
<b>975 - Saint-Pierre et Mi- quelon</b>	76 443,68 €	38 221,84 €	31 997,81 €	<b>25 598,25 €</b>
<b>total</b>	<b>453 915 387,87 €</b>	<b>226 957 693,94 €</b>	<b>190 000 000,00 €</b>	<b>152 000 000,00 €</b>

## Annexe n°2

**Information sur les montants prévisionnels attendus en 2022, pour chaque département, de dotation, après application des nouvelles modalités de calcul prévues au III de l'article 1 du décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié**

Départements/Collectivités	Volume prévisionnel d'activité 2022 BAD (APA/PCH/AM)	Montant prévisionnels de dotation CNSA 2022 (montant forfaitaire à 1,70€/heure)
01 - Ain	1 117 502	1 899 752,92 €
02 - Aisne	857 317	1 457 438,83 €
03 - Allier	973 177	1 654 400,90 €
04 - Alpes de Haute Provence	380 616	647 047,20 €
05 - Alpes (Hautes-)	332 132	564 624,40 €
07- Ardèche	892 044	1 516 474,80 €
08 - Ardennes	939 681	1 597 457,22 €
09 - Ariège	256 720	436 424,00 €
10- Aube	711 788	1 210 039,60 €
11 - Aude	225 776	383 819,20 €
12 - Aveyron	992 792	1 687 746,40 €
13 - Bouches-du-Rhône	4 678 347	7 953 190,30 €
14 - Calvados	1 359 504	2 311 156,80 €
15 - Cantal	651 241	1 107 110,09 €
16 - Charente	909 642	1 546 391,40 €
17 - Charente-Maritime	1 030 545	1 751 926,30 €
18 - Cher	565 086	960 646,20 €
19 - Corrèze	97 780	166 226,00 €
20C-Corse	1 754 252	2 982 228,40 €
21 - Côte-d'Or	1 238 108	2 104 783,60 €
22 - Côtes-d'Armor	916 608	1 558 233,60 €
23 - Creuse	627 136	1 066 131,20 €
24 - Dordogne	626 733	1 065 446,10 €
25 - Doubs	897 212	1 525 260,40 €
26 - Drôme	1 815 281	3 085 977,02 €
27 - Eure	544 296	925 303,95 €
28 - Eure-et-Loir	526 989	895 882,05 €
29 - Finistère	1 800 285	3 060 484,91 €
30 - Gard	1 556 480	2 646 016,00 €
31 - Garonne (Haute-)	1 870 060	3 179 102,00 €
32 - Gers	370 136	629 231,20 €
33 - Gironde	3 268 366	5 556 221,72 €
34 - Hérault	4 254 112	7 231 990,40 €
35 - Ille-et-Vilaine	1 512 123	2 570 608,49 €

36 - Indre	467 587	794 897,56 €
37 - Indre-et-Loire	1 380 439	2 346 746,84 €
38- Isère	1 940 188	3 298 319,60 €
39 - Jura	402 452	684 168,40 €
40- Landes	347 884	591 402,80 €
41 - Loir-et-Cher	587 643	998 993,10 €
42 - Loire	1 497 244	2 545 315,14 €
43 - Loire (Haute-)	737 207	1 253 251,63 €
44 - Loire-Atlantique	1 486 122	2 526 407,67 €
45 - Loiret	1 318 048	2 240 682,14 €
46 - Lot	625 253	1 062 930,42 €
47 - Lot-et-Garonne	1 136 577	1 932 180,90 €
48 - Lozère	186 861	317 662,85 €
49 - Maine-et-Loire	908 736	1 544 851,20 €
50 - Manche	1 076 436	1 829 941,20 €
51 - Marne	732 880	1 245 896,00 €
52 - Marne (Haute-)	451 948	768 311,80 €
53 - Mayenne	375 101	637 671,22 €
54 - Meurthe-et-Moselle	1 745 676	2 967 649,20 €
55 - Meuse	509 740	866 558,00 €
56 - Morbihan	986 868	1 677 675,60 €
57 - Moselle	1 314 458	2 234 578,70 €
58 - Nièvre	592 855	1 007 853,57 €
59 - Nord	5 315 946	9 037 108,85 €
60 - Oise	921 881	1 567 198,24 €
61 - Orne	1 012 836	1 721 821,20 €
62 - Pas-de-Calais	7 309 663	12 426 427,51 €
63 - Puy-de-Dôme	690 292	1 173 496,40 €
64 - Pyrénées-Atlantiques	989 157	1 681 566,42 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	1 202 730	2 044 641,53 €
66 - Pyrénées-Orientales	865 060	1 470 602,00 €
67-68 - Collectivité Européenne d'Alsace	1 975 535	3 358 409,16 €
69 - Métropole de Lyon	1 510 699	2 568 188,30 €
69 - Rhône	731 772	1 244 012,40 €
70 - Saône (Haute-)	523 360	889 712,00 €
71 - Saône -et-Loire	1 343 972	2 284 752,40 €
72 - Sarthe	766 468	1 302 995,60 €

<b>73 - Savoie</b>	540 756	919 285,20 €
<b>74 - Savoie (Haute-)</b>	1 180 809	2 007 375,30 €
<b>75 - Paris</b>	1 865 020	3 170 533,85 €
<b>76 - Seine-Maritime</b>	2 434 199	4 138 138,98 €
<b>77 - Seine-et-Marne</b>	1 083 700	1 842 290,00 €
<b>79 - Sèvres (Deux-)</b>	512 121	870 605,56 €
<b>80 - Somme</b>	886 056	1 506 295,20 €
<b>81 - Tarn</b>	1 044 387	1 775 458,65 €
<b>82 - Tarn-et-Garonne</b>	673 081	1 144 236,88 €
<b>83 - Var</b>	2 868 252	4 876 028,40 €
<b>84 - Vaucluse</b>	634 714	1 079 014,41 €
<b>85 - Vendée</b>	995 174	1 691 796,14 €
<b>86 - Vienne</b>	787 862	1 339 365,67 €
<b>87 - Vienne (Haute-)</b>	763 552	1 298 038,89 €
<b>88 - Vosges</b>	723 236	1 229 501,20 €
<b>89 - Yonne</b>	721 425	1 226 422,52 €
<b>90 - Belfort (Territoire de)</b>	413 232	702 494,40 €
<b>91 - Essonne</b>	744 704	1 265 996,80 €
<b>93 - Seine-Saint-Denis</b>	1 116 371	1 897 831,45 €
<b>94 - Val-de-Marne</b>	578 552	983 538,40 €
<b>95 - Val-d'Oise</b>	1 260 953	2 143 620,31 €
<b>971 - Guadeloupe</b>	1792368	3 047 025,60 €
<b>972 - Martinique</b>	1 293 216	2 198 467,20 €
<b>974 - Réunion</b>	1 276 378	2 169 842,06 €
<b>975 - Saint-Pierre et Miquelon</b>	15 087	25 647,83 €
<b>total</b>	<b>112 722 648</b>	<b>191 628 502,07 €</b>